

Les subsides

Réponse décevante. Le ministre n'a fait que revenir sur le texte de loi qu'il propose, relativement aux propositions budgétaires sur le logement. Il a simplement prétendu que le projet de loi aurait un effet non négligeable sur la crise de l'emploi et celle du logement, dont il reconnaît la gravité.

Afin que les députés ne se méprennent point sur les remarques du ministre, je rappellerai, tant au ministre qu'aux députés, que le projet de loi a été inscrit au *Feuilleton* il y a quelques semaines, mais que sa teneur a été révélée lors de l'exposé budgétaire. Quand ces dix députés libéraux, dont deux ministres, ont écrit leur lettre condamnant la politique du gouvernement et demandant au premier ministre de présenter de nouvelles mesures pour stimuler le secteur du bâtiment et réduire le chômage, ils connaissaient exactement le contenu de ce projet de loi. Si le ministre nous demande si, oui ou non, les dispositions qu'ils propose vont alléger le fardeau des Canadiens, je lui demande de ne pas nous écouter, mais d'écouter plutôt ses propres députés de l'arrière-ban qui ont dit que ce n'est pas suffisant et que de nouvelles mesures s'imposent.

● (1510)

Je ne m'attendais pas à ce que ce ministre, le ministre du logement le plus faible et le plus inefficace que nous ayons jamais eu, annoncerait aujourd'hui une initiative importante. Néanmoins, il avait le devoir de tenir la promesse qu'il a faite l'été dernier aux Canadiens de tout le pays. Il a déclaré qu'il se battrait pour obtenir des mesures budgétaires susceptibles de vraiment aider les propriétaires de maison. Il a clairement laissé entendre, de même que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), que s'il ne pouvait pas obtenir des mesures vraiment susceptibles d'aider les gens, il était prêt à donner sa démission.

Les dix députés libéraux qui ont signé cette lettre ouverte au premier ministre ont clairement exprimé ce qu'ils pensent de ces dispositions budgétaires. Le ministre est-il prêt à tenir sa promesse? Est-il prêt à mettre son poste en jeu pour défendre les Canadiens qui risquent de perdre leur maison? Est-il prêt à défendre toutes ces familles canadiennes qui ne pourront jamais réaliser leur rêve de posséder une maison? Sans même parler des promesses qu'il a faites un peu partout, comment peut-il expliquer sa conduite à ses électeurs? Comment le ministre du logement peut-il regarder en face ses électeurs qui ne voient dans ce budget aucune mesure pour les aider à renouveler leur hypothèque?

Que dit-il à ses électeurs, surtout les jeunes à la recherche d'un emploi? Le taux de chômage chez les jeunes Canadiens est à peu près deux fois plus élevé que chez les plus de 25 ans. Que trouve-t-il à répondre à ceux qu'il représente au Parlement? Qu'a-t-il fait pour ceux qui sont touchés par les politiques économiques du gouvernement? Comment va-t-il voter aujourd'hui, alors qu'il doit représenter ses électeurs?

En l'occurrence, qu'a-t-il fait pour ses électeurs du chemin McLure qui ont du sol radioactif dans leur cour, si ce n'est essayer de faire disparaître ce sol ailleurs? Il n'a rien fait pour ses électeurs. Qu'ont fait ses collègues et lui pour les électeurs de Scarborough, dont les maisons sont isolées à la mousse d'urée-formaldéhyde? Sont-ils contents? Comment le ministre

leur répond-il, en tant que député, lorsqu'ils lui demandent de les représenter et d'intervenir en leur faveur auprès du premier ministre et du ministre des Finances (M. MacEachen) pour qu'il leur vienne en aide?

Ce débat porte sur deux grandes questions. La première, c'est celle de l'économie canadienne. Les chiffres se passent de commentaires. Un million de Canadiens sont sans emploi et le chômage sévit particulièrement parmi les jeunes. Un nombre croissant de Canadiens sont obligés de renoncer à leur maison, à leur entreprise et à leur exploitation agricole. Les données économiques sont très claires.

La deuxième question que la Chambre est appelée à examiner aujourd'hui touche à notre régime de démocratie parlementaire. Les députés du caucus libéral seront-ils libres de représenter leurs électeurs et de voter comme ils l'entendent lorsque le gouvernement prendra des décisions qui nuisent à leurs intérêts, et, deuxièmement, oseront-ils donner la priorité à leur pays et à leurs électeurs lorsqu'ils seront appelés à choisir entre eux et leur premier ministre? Voilà la question qui sera tranchée à 5 heures aujourd'hui.

Nous savons ce qui s'est passé quand le ministre chargé du logement a dû décider de tenir sa promesse de démissionner ou ravalier ses paroles et prétendre que le budget comportait des mesures d'importance. Nous savons ce qu'a fait le ministre de l'Agriculture. Nous savons également ce qu'a fait son collègue de l'Industrie et du Commerce (M. Gray). Lorsqu'il a pris la parole à la télévision au cours de la dernière campagne électorale, il a dit qu'il démissionnerait du gouvernement libéral s'il était élu et que les taux d'intérêt continuaient à augmenter. Lorsque les taux d'intérêt ont atteint un niveau record, qu'a-t-il fait? Il a préféré ravalier ses paroles et remettre son intégrité en cause.

Quelle sera la position des députés libéraux comme celui de Scarborough-Centre (M. Kelly)? Il n'a rien dit, à Ottawa, au sujet des dispositions budgétaires proposées par le gouvernement. J'ai été intrigué de lire dans le *Star* de Toronto du 7 janvier une allusion à ce sujet concernant ce député. Un article titrait: «Les députés libéraux du grand Toronto toujours mécontents du budget». Voici ce que disait cet article au sujet du député:

Le député libéral de Scarborough-Centre, Norm Kelly a dit s'être violemment opposé lors de réunions précédentes du caucus à certaines des mesures du budget, mais il refuse de dire si d'autres changements sont nécessaires.

Il doit s'entretenir aujourd'hui avec des concessionnaires automobiles de sa circonscription. Ceux-ci estiment que l'augmentation des impôts des employés qui ont à leur service des voitures de fonction va avoir des conséquences très dommageables. L'association canadienne des entreprises de location de véhicules automobiles estime que les nouvelles dispositions fiscales concernant les pièces risquent d'entraîner une réduction annuelle de la production de voitures et de camions de 150,000 véhicules.

M. Kelly est opposé à la politique des taux d'intérêt élevés pour lutter contre l'inflation.

L'a-t-il jamais dit à la Chambre? A-t-il seulement participé au débat? Quand est venu le temps pour les députés libéraux de voter, le député de Scarborough-Centre a-t-il seulement exprimé le désir de nous répéter ce qu'il avait déclaré à la presse locale? Nous verrons bien à 5 heures s'il aura le courage de ses opinions.